



Archives de sciences sociales des religions

114 | avril-juin 2001
Varia

DURAND (Jean-Paul), *La Liberté des congrégations religieuses en France. Tome I : Une situation métamorphosée ? Droit français des congrégations religieuses et droit canonique de l'état de la vie consacrée, – Tome II : Régimes français des congrégations religieuses, – Tome III : L'hypothèse de la congrégation simplement déclarée, (un coffret)*

Paris, Cerf, 2000, XVII+497 p. ; 843 p. ; 709 p.

Émile Poulat



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/20757>
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001
Pagination : 78-79
ISBN : 2-222-96704-X
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Émile Poulat, « DURAND (Jean-Paul), *La Liberté des congrégations religieuses en France. Tome I : Une situation métamorphosée ? Droit français des congrégations religieuses et droit canonique de l'état de la vie consacrée, – Tome II : Régimes français des congrégations religieuses, – Tome III : L'hypothèse de la congrégation simplement déclarée, (un coffret)* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 114 | avril-juin 2001, document 114.11, mis en ligne le 19 août 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/assr/20757>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Archives de sciences sociales des religions

DURAND (Jean-Paul), *La Liberté des congrégations religieuses en France.*
Tome I : *Une situation métamorphosée ? Droit français des congrégations religieuses et droit canonique de l'état de la vie consacrée,*
– Tome II : *Régimes français des congrégations religieuses,* – Tome III : *L'hypothèse de la congrégation simplement déclarée, (un coffret)*

Paris, Cerf, 2000, XVII+497 p. ; 843 p. ; 709 p.

Émile Poulat

RÉFÉRENCE

DURAND (Jean-Paul), *La Liberté des congrégations religieuses en France.* Tome I : *Une situation métamorphosée ? Droit français des congrégations religieuses et droit canonique de l'état de la vie consacrée,* – Tome II : *Régimes français des congrégations religieuses,* – Tome III : *L'hypothèse de la congrégation simplement déclarée, (un coffret),* Paris, Cerf, 2000, XVII+497 p. ; 843 p. ; 709 p.

- 1 On sera impressionné par l'ampleur de cette thèse in *utroque* (droit français, droit canonique), imprimée, à quelques heureuses corrections près, en l'état où elle a été soutenue sous la direction du regretté Jean Imbert : plus de 2 000 pages. La première qualité à lui reconnaître, c'est incontestablement l'étendue et la sûreté de son information : un ouvrage fiable, cela devient rare. A quoi on ajoutera sa nouveauté : la littérature historique ou juridique est considérable sur la laïcité aussi bien que sur les congrégations, mais aucune étude d'ensemble n'avait encore traité le sujet avec cette rigueur et cette acribie. On ajoutera une troisième qualité : la science de l'auteur n'est pas seulement livresque, ou jurisprudentielle. L'actuel doyen de la Faculté de droit canonique de l'Institut catholique de Paris est un familier de la vie congréganiste : ce n'est pas seulement sa vie ; c'est plus encore tout le temps qu'il a consacré aux problèmes que connaissent les congrégations et les relations de confiance nouées dans cette pratique. Un seul regret, qui touche à la mise en œuvre : si l'A. maîtrise parfaitement sa matière, il n'en domine pas aussi facilement l'exposé. Sa nature le porte sans doute aux architectures complexes plutôt qu'au classicisme. En donnant un avant-goût les titres donnés à chacun des trois volumes. En donne un exemple l'alinéa 9 des pages 105-106 du tome II, où le point-virgule l'emporte sur le point.
- 2 Mais cette difficulté tend sans doute aussi à une raison plus profonde, qui fait la richesse de l'ouvrage, mais aussi sa limite. Il ne s'agit pas d'un simple exposé des deux droits – civil et ecclésiastique, français et canonique –, mais bien d'une *thèse* au sens fort. J.-P.D. se fait ici le porte-parole autorisé et qualifié des congrégations religieuses établies en France, de leur malvivre, de leurs difficultés à être elles-mêmes dans le cadre juridique français, malgré toutes les modifications intervenues depuis un siècle et, en particulier, l'expérience inoubliable du délit de congrégation non autorisée dans les formes exigibles. C'est une revendication de *liberté* pleine et entière qui s'exprime tout au long de ces deux mille pages et la souffrance de ne pas être reconnu pour ce qu'on est. Plus précisément, c'est sur l'étendue des *droits* et avantages attachés à cette liberté que porte le contentieux, sur la capacité civile – totale ou restreinte – dont les congrégations peuvent jouir selon le statut qu'elles ont choisi.
- 3 Dialogue de sourds ? Conflit de prétentions ? En fait, il faut bien le reconnaître, deux logiques s'affrontent beaucoup plus que deux droits : une logique organique venue de l'Ancien Régime et abolie par la Révolution française, qui consacre la primauté du corps et de la communauté sur l'individu ; une logique moderne, fondée au contraire sur le droit de l'individu en dernier ressort (on le voit bien dans les régimes matrimoniaux de communauté, que le divorce peut dissoudre à tout instant). La France a connu, des années trente aux années soixante, l'expérience des communautés *de travail* (dont Boimondau a été la plus connue), auxquelles François Perroux avait attaché son nom et auxquelles Henri Desroche avait activement participé. Elles sont mortes pour une part de n'avoir jamais obtenu un statut approprié : elles n'ont jamais pu faire admettre qu'elles étaient autre chose et d'une autre nature qu'une coopérative de production.
- 4 La « vie consacrée » en France ne semble pas près de disparaître et ne cesse même de se renouveler. La plupart des « congrégations » s'accommodent fort bien du régime français. Reste un héritage historique qui répugne à céder sur son principe et un droit français qui ne pourrait intégrer cette revendication sans une profonde « métamorphose ». Les personnes sont libres : s'agissant du régime des biens, on touche à la fois à l'ordre public, aux libertés modernes et au domaine fiscal, autant de raisons pour l'État de se montrer

regardant. La conception « moderne » de la liberté ne répond pas aux requêtes d'une communauté de vie transcendant les individus et leur survivant.